

Initiatives ministérielles

• (1620)

Il n'y aucun doute dans mon esprit que, si nous sommes vraiment engagés à augmenter la productivité future des Canadiens et à sortir notre pays du marasme économique, il nous faut élaborer une stratégie qui compte d'abord sur notre main-d'oeuvre, sur nos ressources les plus précieuses, qui sont nos ressources humaines.

Malheureusement, nous décelons dans la façon d'agir du gouvernement qu'il renie la déclaration que le premier ministre a faite maintes fois depuis quatre ou cinq ans. Quant à moi, j'espère qu'à mesure que tout ce débat sur la Constitution évoluera, le gouvernement et les provinces arriveront à une entente concernant les ressources humaines. La mobilité de la main-d'oeuvre d'une province à l'autre est importante, mais le recyclage est beaucoup plus important que la mobilité.

C'est un élément important sur lequel le gouvernement devrait se pencher sérieusement.

Pour répondre à la question de mon collègue, je dis qu'il faut mettre en place une politique et qu'à cette politique doit correspondre un financement. Les fonds devront être destinés à la recherche et au développement, ainsi qu'à l'éducation. C'est l'unique façon de nous préparer à entrer du bon pied dans le XXI^e siècle.

L'hon. Doug Lewis (solliciteur général du Canada): Madame la Présidente, j'ai écouté le député avec un vif intérêt et je sais que lui et ses collègues du Parti libéral ont travaillé avec acharnement à leur stratégie industrielle. Ils sont parvenus à la garder secrète pendant maintenant sept ans environ. Le député voudrait-il saisir cette occasion, car le moment est indiqué, étant donné que c'est une bien calme journée pour les journalistes qui n'ont rien eu de sensationnel pendant la période de questions, pour éclairer non seulement le gouvernement, mais probablement aussi le pays tout entier, sur la stratégie du Parti libéral, une stratégie que ce parti a mis sept ans à pondre et qui n'a pas encore fait l'objet d'une fuite en provenance du caucus libéral, contrairement à bien d'autres choses?

M. Harb: Madame la Présidente, je suis ravi que le ministre m'ait offert cette occasion d'aborder le programme du Parti libéral.

Je voudrais parler du passé, car mon collègue a exposé les réalisations passées des libéraux. Pendant la majeure partie des années où le gouvernement a été libéral, nous avons connu de bonnes périodes. Les Canadiens ne souffraient pas de la faim. Il suffit de comparer nombre d'événements déplorables dont les Canadiens ont été victimes au cours des huit dernières années à ceux des huit années antérieures. Les Canadiens en concluraient assez rapidement que sous les conservateurs, les temps sont durs, alors que sous les libéraux, c'est le contraire.

Le gouvernement libéral du passé, comme celui de l'avenir, s'est engagé fermement à créer des emplois. Une des choses qu'a souvent répétées M. Chrétien, le chef de notre parti, c'est que, au moins, un gouvernement libéral ne prend pas d'une main pour donner de l'autre.

Nous adopterons une politique qui tienne compte de l'avenir des Canadiens, qui défende les intérêts de la population et qui fasse en sorte que notre pays entre avec assurance dans le XXI^e siècle. Nous examinerons la question du recyclage, de l'enseignement et du plein emploi. Nous n'accepterons jamais une détérioration de nos programmes sociaux comme celle dont nous sommes témoins à l'heure actuelle. Nous ne nous attaquerons jamais aux Canadiens défavorisés. Nous ne volerons jamais à une mère les épargnes qui lui permettent de survivre le mois suivant. Nous ne nous en prendrons jamais à ceux qui ne peuvent se défendre et jamais nous ne négocierons avec les fonctionnaires de la façon dont l'a fait ce gouvernement. Nous n'attaquerons pas les fonctionnaires. Nous n'attaquerons pas les 55 000 fonctionnaires qui gagnent moins de 27 000 \$ sans leur donner une petite augmentation, exception faite de la prime de 500 \$ proposée par le gouvernement. Mais en fait, le gouvernement a pris 500 \$ à ces gens puisque que, s'ils étaient restés au travail, nombre d'entre eux auraient gagné plus de 1 500 \$. Le gouvernement ne leur a donc rien donné.

Il n'est sûrement pas logique qu'un gouvernement attaque ses fonctionnaires, ses propres employés.